



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X**

Volume 4, Numéro 3, Juin 2026

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>



<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>



<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>



<https://www.ajol.info/index.php/akiri>



[https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales-lettres-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales-lettres-langues-et-civilisations)/2360)



<https://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor : SJIF 2026 : 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)

I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roal, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître de Conférences, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor: <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID: <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

AJOL: <https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing: [https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)

OAJI: <http://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor: SJIF 2026: 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue **AKIRI** n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzokru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Anglais

1. **The Utopias of Toni Morrison's Paradise**
SORO Dolourou..... 1-11
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.1>
2. **Abjection and Desire: A Feminist Reading of Sarah Kane's Phaedra's Love and Eugene O'Neill's Mourning Becomes Electra**
Wandja Fatoumata TUO & Ouana Alassane SEKONGO..... 12-24
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.2>
3. **Émergence du sujet féminin et esthétique de l'oralité dans Their Eyes Were Watching God de Zora Neale Hurston**
Zié Bi Golé Eugène KOFFI & Bi Zoh Elisée GOLE..... 25-37
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.3>
4. **Black Renaissance and Baraka's Legacy**
Yao Katamatou Kouma..... 38-53
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.4>
5. **Influence des facteurs sociodidactiques sur l'enseignement et l'apprentissage de l'anglais : cas du lycée Soundjata Keïta**
Yacouba Boubacar TOURE..... 54-66
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.5>
6. **Remote sensing monitoring and assessment of oil pollution from 2015 to 2020 in the Gulf of Guinea: The case of the two Congos and the Cabinda region (Angola)**
Marius MASSALA MBINDZOUKOU..... 67-81
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.6>

Études hispaniques

7. **El "muro de la vergüenza" en Chambacú, corral de negros de Manuel Zapata Olivella: entre opresión y expresión de la libertad**
Bonzallé Hervé SAKOUM..... 82-94
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.7>

Lettres Modernes

8. **Le fragmentaire : les modalités d'un mécanisme dramaturgique du théâtre d'Aristide Tarnagda**
Kan Mathieu KOUASSI 95-109
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.8>
9. **Poétique de la migration et reconfiguration postcoloniale du roman africain francophone chez Maurice Bandaman**
Kagnon Brahim SANOGO..... 110-124
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.9>

- 10. Migration et développement local dans le roman africain francophone**
Koudougou Frédéric KONTOGOM..... 125-138
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.10>
- 11. Écrire, créer et diffuser le théâtre de commande d'intervention sociale**
ZAGRÉ Issa..... 139-154
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.11>
- 12. Le sacré au risque de la déconstruction ou le discours de la
« désédéification » dans galerie infernale de Jean-Marie Adiaffi**
Zana Karim SORO..... 155-168
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.12>
- 13. La pratique stylistique à l'œuvre dans « larmes en pleurs »,
extrait de la mère rouge de C. Marshall Kissy**
Aby Emmanuel AKADJÉ..... 169-182
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.13>
- 14. Quête de l'altérité et dialogue interculturel dans l'attentat
de Yasmina Khadra : se réconcilier au-delà des extrêmes
et des frontières identitaires ?**
Mamadou KONATE..... 183-196
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.14>

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET ARCHITECTURE

Sciences du langage et de la communication

- 15. Essai de sémantique des mots onomatopéiques et idéophoniques**
Koffi Joël KOUAKOU & Koffi Yéboua Vincent KOUASSI 197-210
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.15>
- 16. Les difficultés des situations de transfert en activités de langage
et lecture à l'école élémentaire**
Oumar DIA..... 211-231
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.16>
- 17. Débats citoyens et vie sociopolitique en Côte d'Ivoire
à l'ère du numérique**
Konan Zagoh Martial YAO & Olive-Martial Kokoi ASSEU 232-248
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.17>

Architecture & urbanisme

- 18. Planifier, aménager et bâtir des « villes en mouvements » au Sahel :
cas de la ville moyenne de Pouytenga au Burkina Faso**
Pougwendé Léandre GUIGMA..... 249-273
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.18>

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Histoire

19. **Relire Cheikh Anta Diop : pour une critique historiographique de son assimilation à l'afrocentrisme**
Yves Victor NGONO..... 274-295
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.19>
20. **L'immigration libano-syrienne en AOF : des abords des Rivières du Sud à la constitution d'une diaspora robuste (XIX^e-XX^e siècles)**
Abdou Karim TANDJIGORA..... 296-316
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.20>
21. **L'histoire des Oubi, un peuple de l'ouest ivoirien peu connu, des origines à la période coloniale**
TOURE Tiegbe & GNETO Gbakre Jean-Patrice..... 317-330
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.21>
22. **Les arts plastiques contemporains burkinabè entre défis et survie**
Hyacinthe SANDWIDI, Adama TOURÉ & Patrick KABRÉ..... 331-348
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.22>
23. **Engagement des associations musulmanes dans la promotion du don de sang au Burkina Faso (1997-2025)**
Aboubakar Sidiki SEGDA & Adama KABORE..... 349-365
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.23>
24. **Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) au Mozambique et en Côte d'Ivoire : une approche des mobilités post-conflit**
KOUASSI Tehua Maizan & KOUASSI Noël Zouzou..... 366-384
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.24>
25. **Les « choses-dieux » chez les peuples de l'Est du Cameroun : matérialité du sacré et ontologies religieuses**
Jeannette Sylvie PILO ATTA..... 385-405
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.25>
26. **La musique traditionnelle au Burkina Faso à l'épreuve des dynamiques sociales : cas de la musique des Lyèla de la Province du Sanguié**
Emmanuel BAYALA & Jean Célestin KY..... 406-420
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.26>
27. **La diplomatie culturelle de la Côte d'Ivoire (1959-2021) : genèse, recompositions et enjeux d'un soft power africain**
Amenan Félicité Nadège DJAHA & Bakary TRAORÉ..... 421-440
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.27>
28. **L'impact de la présence de l'école occidentale sur les institutions de formation traditionnelles chez les Djimini, 1903-1960**
Drissa COULIBALY..... 441-453
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.28>

- 29. Les confréries religieuses au Sénégal : un facteur de solidarité et de cohésion sociale**
Sadibou SEYDI..... 454-467
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.29>
- 30. L'État dans la gestion du hadj et du pèlerinage chrétien en Côte d'Ivoire**
Fatoumata BAMBA & Kiyali KONE..... 468-481
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.30>

Géographie

- 31. De l'eau impure à l'eau potable à Legaïn/Lallé dans la région du Mayo-Kebbi-Est au sud-ouest du Tchad**
BAYANG Sirbéle..... 482-495
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.31>
- 32. Analyse de l'engagement des populations dans la gestion des déchets plastiques sur les plages de la ville de Sassandra (Côte d'Ivoire)**
Youto Elodie Ama DOUBA..... 496-513
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.32>
- 33. Le marketing territorial, nouveau levier du développement territorial du département de Rufisque (Dakar/Sénégal)**
Moussa TAMBA, Abdourahmane Mbade SÈNE & Oumar SALL 514-530
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.33>
- 34. Évaluation des géopotentialités du département de Vavoua en faveur de la culture de l'anacarde à partir des SIG et l'analyse multicritère (AMC)**
Kopeh Jean-Louis ASSI..... 531-548
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.34>
- 35. La filière manioc : un levier d'autonomisation des femmes rurales dans la sous-préfecture de Djebonoua**
N'guessan Pascal KONAN, Watagaman Paul YEO,
Koffi Landry DIBY & Dhédé Paul Éric KOUAMÉ..... 549-564
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.35>
- 36. Filières d'approvisionnement et stratégies commerciales des produits alimentaires dans les marchés urbains de Ziguinchor (Sénégal)**
Yaya DIALLO, Djiby SOW, Sécou Omar DIEDHIOU & Oumar SY..... 565-582
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.36>
- 37. Perception des populations sur l'usage des passerelles piétonnes dans la ville de Bamako (Mali)**
Charles SAMAKE..... 583-598
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.37>
- 38. Récurrence des inondations à Bamako, impacts de l'aménagement de Diafaranako**
Adama SISSOKO & Moussa Mady KEITA..... 599-614
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.38>

- 39. La province gabonaise de la Nyanga comme espace-frontière :
logiques sociospatiales et mécanismes de la circulation des stupéfiants**
Poliny NDONG BEKA II & Joa-Méline MAGANGA BOUSSOUGOU..... 615-635
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.39>
- 40. Diagnostic de la gestion foncière dans le périurbain de Bouaké
(Centre Côte d'Ivoire)**
Konan Norbert Koffi..... 636-653
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.40>
- 41. Impacts de la qualité de l'eau sur la santé des ménages à Koro, Mali**
Abdoulaye TOGO & Abdou BALLO..... 654-668
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.41>
- 42. Scolarisation au primaire dans la région du Gontougo
au nord-est de la Côte d'Ivoire : déterminants et
perspectives pour une scolarisation durable**
Kouadio Franck Olivier YAO, Tozan ZAH Bi & Ané Landry TANO..... 669-685
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.42>
- 43. Les marchés périphériques dans la connection de l'hinterland
agricole et la métropole Yaoundé**
Fridolin Brice Nicolas ATEKOA MBARGA..... 686-702
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.43>
- 44. Variabilité climatique et environnementale et incidence des infections
paludéennes en milieu urbain sahélien : cas des districts de sante
de Maroua (Extrême-nord, Cameroun)**
Daniel Valérie BASKA TOUSSIA, Maurice NDIKWE DOURWE &
François GONGA..... 702-720
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.44>
- 45. Le programme de « villagisation » dans l'Unité-SOCAPALM d'Eseka,
au Cameroun : Dynamiques des acteurs, pratiques socio-spatiales
et effets induits**
MBOUHNOUM Philippe Alexandre Emmanuel & NDJOGUI Thomas-Eric 721-742
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.45>
- 46. Défis et perspectives de formation des femmes dans les instituts
éducatifs du Département de Botro (Côte d'Ivoire)**
Maxime YAPI..... 743-757
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.46>
- 47. Polarisation urbaine des nuisances environnementales.
Les bruits et les odeurs dans le Grand-Libreville (Gabon)**
Jean-Kevin Aimé TSIBA..... 758-779
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.47>
- 48. Vulnérabilité des quartiers urbains face aux risques d'érosion
à Dikodougou (Côte d'Ivoire)**
SORO Seydou Kadodjomon..... 780-792
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.48>

- 49. The Bororo community: From the Decline of Pastoralism to the Challenges of Socio-economic Reintegration**
Sylvain TCHAGUI & Umaru HASSAN BUBA..... 793-809
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.49>
- 50. Activités artisanales et crise de l'assainissement urbain à Dimbokro (Centre de la Côte d'Ivoire)**
N'guessan Arsène KOUADIO & Akissi Ketsia KOIDJO..... 810-825
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.50>
- Philosophie**
- 51. La crise identitaire et l'apport de solution cartésienne pour la valorisation du droit humanitaire**
Kouassi Luc N'GOTTA..... 826-842
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.51>
- 52. Gouvernance des ressources naturelles et conflits intercommunautaires au Tchad : cas des conflits agriculteurs-éleveurs dans la sous-préfecture de Bologo/Tandjile-ouest**
OLAME HOUMINA Patrice..... 843-860
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.52>
- 53. Penser l'IA comme science auxiliaire en médecine avec Claude Bernard**
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON..... 861-873
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.53>
- 54. La politique de l'équilibre régional au Cameroun : peut-on sortir de la controverse ?**
Gilbert Hippolyte MBENDA TOUM..... 874-892
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.54>
- 55. Parole de l'Être comme authenticité ek-sistentielle du Da-sein**
Yao Wilfried N'GUESSAN..... 893-910
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.55>
- 56. Travail, identité et reconnaissance dans la société de l'automatisation**
Bi Naga Landry BOTTY..... 911-918
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.56>
- 57. Orpaillage artisanal et migrations en Afrique : entre quête existentielle, crise écologique et exigence écosophique**
Méfègbé MÉITÉ..... 919-932
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.57>
- 58. Hobbes et les crises foncières en Afrique : cas de la Côte d'Ivoire**
Kouadio Louis N'GUESSAN..... 933-948
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.58>
- 59. De l'évidence à la pluralité : l'avènement des géométries non-euclidiennes comme rupture épistémologique**
Moctarou BALDÉ..... 949-961
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.59>

- 60. Architecture et urbanisme de l'Égypte pharaonique :
modèles du développement durable pour la Côte d'Ivoire**
Konan Lazard KOUADIO..... 962-977
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.60>
- 61. La liberté de philosopher à l'épreuve de la religion :
l'exemple de Fichte et Forber**
Julien YABRE..... 978-991
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.61>
- Anthropologie et sociologie**
- 62. Conservation of vegetated green spaces in the municipality
of Ouagadougou by 2050**
Roséline KAMBOULÉ, Pounyala Awa OUOBA &
Kpemame DJANKARI..... 992-1005
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.62>
- 63. Analyse du fonctionnement des structures socio-éducatives
en mode décentralisé dans le cercle de Bougouni/Mali**
Youssouf Kolon COULIBALY..... 1006-1020
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.63>
- 64. Usages sociaux des MILDA et bien-être des populations dans les
communautés rurales de côte d'ivoire : cas des populations de Djébonoua**
Kouakou Luc N'GOTTA & Koffi Dermane KOUAKOU..... 1021-1031
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.64>
- 65. « Travail des enfants dans le transport routier à Daloa :
cas des minibus » Centre-ouest Côte d'Ivoire**
Nawan Issouf OUATTARA & Issiaka KONE 1032-1047
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.65>
- 66. Propagation des discours haineux et éducation aux médias :
Responsabilité individuelle face au tribalisme et à
la cohésion sociale au Cameroun**
Paulette Mappi Dzukou..... 1048-1074
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.66>
- 67. L'accès par l'exception : Modélisation du processus de sécurisation
foncière des femmes en milieu rural ivoirien**
Walo Monique GRAH Epouse SARAKA..... 1075-1092
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.67>
- 68. Gouvernance informelle et expérience des usagers
face à l'absentéisme administratif dans le Gbêkê**
Zanga Aboudramane TOURÉ..... 1093-1107
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.68>
- 69. Savoirs endogènes, techniques innovantes et gestion des pathologies
du cacao : cas de Téapleu (ouest de la Côte d'Ivoire)**
Siaky Motihé KAMARA..... 1108-1125
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.69>

- 70. Assainissement productif et développement rural : analyse sociologique des enjeux économiques et environnementaux à Bouaflé**
 Jeannine Tchely GAUZE & YAPI Ellélé Aimé Marius..... 1126-1138
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.70>
- 71. Réseaux relationnels et recours maternels aux soins des enfants malnutris à Bouna (Côte d'Ivoire)**
 Kouassi Serge KOUADIO & Aka N'zi Jean-Vincent KOUA..... 1139-1151
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.71>
- 72. Violences sexuelles en Centrafrique : disparités sanitaires territoriales et résilience des survivantes**
 Kassanabin Diakaridia Frédéric SILUE & Aka N'zi Jean-Vincent KOUA...1152-1162
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.72>
- 73. Résistances et adaptations en contexte précaire : logiques de l'auto-emploi des jeunes conducteurs de taxis-motos à Bangui**
 Hyacinthe Anicet BEKPA..... 1163-1179
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.73>

Psychologie

- 74. Épisodes suicidaires en milieu universitaire : causes motivationnelles et stratégies de résilience chez un échantillon de huit étudiants de l'Université Félix Houphouët-Boigny**
 Kinanya Donatien TOURE, BA Néné TRAORE,
 KONE née YEO Lokotianwa Sali & Grace Daniella AMAKON..... 1180-1201
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.74>

Criminologie

- 75. Enjeux de pouvoir et Gestion de risques miniers dans la carrière de Kalukuluku, à Lubumbashi**
 MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 1202-1217
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.75>

Science de l'éducation

- 76. Manifestations de la pédagogie active dans les pratiques ordinaires des enseignants en classe de géographie**
 Mamadou THIARE & Ismaila MBODJI..... 1218-1236
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.76>
- 77. Jeux sérieux et humanité numérique : Vers une éducation contextualisée en Afrique**
 THIAM Aboubekr, MAIGA Alhoudourou,
 DIOP Alassane & HOTTE Richard..... 1237-1252
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.77>
- 78. Les obstacles de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel au Tchad »**
 Ali Moussa & Ousmane Hassane Ousmane..... 1253-1270
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.78>

- 79. Approche inclusive et différenciation pédagogique pour les apprenants de l'école primaire burkinabè présentant un bégaiement**
Dasmané MOGMENGA, Oumou DIALLO &
Wenkuuni Désiré POUDIOUGO..... 1271-1284
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.79>

Sciences juridiques et politiques

- 80. Les dynamiques des migrations climatiques en Afrique**
Saad CHAFIK..... 1285-1303
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.80>



Gouvernance informelle et expérience des usagers face à l'absentéisme administratif dans le Gbêkê

Zanga Aboudramane TOURÉ

Université Alassane Ouattara,

Bouaké - Côte d'Ivoire,

Email : tourezanga10@gmail.com

Date de soumission : 15-05-2026

Date de publication : 30-06-2026

Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.68>

Résumé

Dans les administrations publiques africaines postcoloniales, l'absentéisme des agents contraint les usagers à développer des stratégies de contournement qui constituent une forme de gouvernance informelle aux effets durables sur la confiance institutionnelle. Cet article analyse, dans la région de Gbêkê (Côte d'Ivoire), comment l'absentéisme administratif structure l'expérience des usagers et génère des pratiques de gouvernance informelle qui érodent la légitimité de l'État. L'objectif est double : décrire les formes et impacts de l'absentéisme tels que vécus par les usagers, et identifier les pratiques informelles qui en résultent. L'hypothèse centrale est que ces pratiques, loin d'être des palliatifs, constituent un système qui se pérennise en perpétuant les défaillances qu'il prétend contourner. Fondé sur une enquête quantitative auprès de 50 usagers complétée par 20 entretiens qualitatifs contextuels, l'article montre que 100 % des usagers ont été confrontés à l'absentéisme, que 96 % voient leur confiance institutionnelle affectée et que 80 % ont recours à des démarcheurs informels. Ces résultats confirment l'hypothèse générale d'une gouvernance informelle structurée, socialement inégalitaire et institutionnellement néfaste, qui appelle des réformes systémiques combinant contrôle, sanction et digitalisation des services.

Mots-clés : gouvernance informelle, usagers, absentéisme administratif, confiance institutionnelle, Gbêkê.

Informal governance and users' experiences of administrative absenteeism in Gbêkê

Abstract

In postcolonial African public administrations, civil servants' absenteeism forces users to develop workaround strategies that constitute a form of informal governance with lasting effects on institutional trust. This article analyses, in the Gbêkê region (Côte d'Ivoire), how administrative absenteeism structures users' experience and generates informal governance practices that erode State legitimacy. The central hypothesis is that these practices, far from being mere palliatives, form a self-reproducing system that perpetuates the very failures it claims to circumvent. Based on a quantitative survey of 50 users supplemented by 20 contextual qualitative interviews, the article shows that 100% of users have encountered absenteeism, 96% report their institutional trust to be affected, and 80% resort to informal intermediaries. These findings confirm the hypothesis of a structured, socially unequal and institutionally harmful informal governance system, calling for systemic reforms combining control, sanctions and service digitalisation.

Keywords : informal governance, users, administrative absenteeism, institutional trust, Gbêkê.

Introduction

La relation entre les administrations publiques et leurs usagers constitue l'un des baromètres les plus fidèles de la qualité de la gouvernance dans un État. En Côte d'Ivoire, cette relation est durablement affectée par des pratiques d'absentéisme des agents qui perturbent la continuité et la fiabilité des services publics (J.-P. Olivier de Sardan, 2001 : 61). Si la littérature sociologique s'est largement intéressée aux déterminants organisationnels et individuels de l'absentéisme, notamment dans les contextes occidental et nord-américain (R. M. Steers et S. R. Rhodes, 1978 ; G. Johns, 2010 ; M. Zadi Kessy, 2004), la perspective des usagers, pourtant au cœur de la finalité du service public, reste insuffisamment documentée dans les contextes africains postcoloniaux.

En Côte d'Ivoire, les rares travaux disponibles se concentrent sur les déterminants de l'absentéisme du côté des agents et de l'institution (M. Zadi Kessy, 2004 ; E. Adjovi, 2015) sans jamais interroger systématiquement l'expérience vécue de ceux qui subissent directement les conséquences de ces absences. Cette lacune est d'autant plus significative que les usagers constituent le premier maillon de la chaîne de légitimation des institutions publiques : leur confiance ou sa dégradation conditionne durablement le rapport que les sociétés entretiennent avec l'État (R. D. Putnam, 1993 : 167). Analyser comment les usagers perçoivent, subissent et s'adaptent à l'absentéisme administratif constitue donc un enjeu scientifique et politique de premier ordre.

La région de Gbêkê, carrefour administratif du centre de la Côte d'Ivoire avec environ 931 851 habitants (RGPH, 2021), offre un terrain d'observation particulièrement révélateur. Fragilisée par une décennie de crise politico-militaire (2002-2011), son administration a vu se développer des pratiques d'absentéisme récurrentes qui, en contraignant les usagers à trouver des alternatives aux défaillances institutionnelles, ont contribué à l'émergence d'une gouvernance informelle de l'accès aux services publics.

Définition des concepts clés.

Trois concepts structurent cet article :

D'abord, l'absentéisme administratif désigne, au sens large, l'ensemble des comportements d'absence injustifiée ou de présence physique sans engagement effectif des agents de la fonction publique pendant leurs heures de service réglementaires (G. Johns, 2010 : 520). Il couvre les retards à l'ouverture, les départs anticipés, les absences totales non motivées et les reports systématiques de service.

Ensuite, la gouvernance informelle renvoie à l'ensemble des pratiques, arrangements et stratégies développés en dehors des cadres formels institutionnels pour accéder aux services ou résoudre des problèmes que les institutions officielles ne traitent pas efficacement (G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan, 2007 : 44). Elle englobe les stratégies individuelles des usagers aussi bien que les normes collectives implicites qui régissent de facto l'accès aux services publics.

Enfin, la confiance institutionnelle désigne la disposition des usagers à attendre des institutions publiques un comportement prévisible, équitable et conforme à leurs missions (R. D. Putnam, 1993 : 170). C'est un bien public collectif dont l'érosion affecte durablement la capacité des sociétés à produire des biens communs et à gouverner efficacement.

Problématique

Dans un contexte de défaillances institutionnelles chroniques, les usagers des services publics se trouvent contraints d'adopter des comportements de contournement qui, loin d'être des réponses individuelles et isolées, constituent des formes structurées de gouvernance informelle. Le paradoxe central que cet article cherche à résoudre est le suivant : ces pratiques, en offrant des alternatives fonctionnelles aux défaillances institutionnelles, réduisent la pression sociale sur les institutions pour qu'elles fonctionnent correctement et perpétuent ainsi les conditions mêmes qui les ont engendrées. Comment, dès lors, l'absentéisme des agents de l'administration publique de Gbêkê structure-t-il les pratiques et les représentations des usagers, et dans quelle mesure celles-ci constituent-elles une forme de gouvernance informelle qui érode durablement la confiance institutionnelle ?

De notre question centrale il ressort des questions subsidiaires :

- Quelles sont les formes et la fréquence de l'absentéisme tels qu'ils sont vécus et perçus par les usagers des services publics de la région de Gbêkê, et quelles réactions émotionnelles et représentations cet absentéisme génère-t-il ?
- Quelles pratiques de gouvernance informelle les usagers développent-ils en réponse aux défaillances liées à l'absentéisme, et dans quelle mesure ces pratiques érodent-elles la confiance institutionnelle et la légitimité de l'État ?

Hypothèses de recherche

L'absentéisme des agents de l'administration publique de la région de Gbêkê contraint les usagers à développer des pratiques de gouvernance informelle qui, loin de constituer de simples palliatifs individuels, forment un système structuré dynamique qui détériore la confiance institutionnelle et réduit la pression de réformes sur les institutions.

De cette hypothèse générale se dégagent deux hypothèses spécifiques :

- L'absentéisme constitue pour les usagers des services publics de la région de Gbêkê une expérience universelle et récurrente qui génère des réactions émotionnelles intenses et produit une normalisation progressive des défaillances institutionnelles, conduisant à une loyauté dégradée au sens de A. O. Hirschman (1970 : 77).
- En réponse aux défaillances liées à l'absentéisme, les usagers développent des stratégies de contournement informelles qui constituent une forme de gouvernance informelle structurée, socialement inégalitaire et à dynamique de perpétuation, qui érode durablement la confiance institutionnelle et la légitimité de l'État.

Objectifs de recherche

De façon générale cette étude vise à analyser comment l'absentéisme des agents de l'administration publique de la région de Gbêkê structure l'expérience des usagers et génère des pratiques de gouvernance informelle affectant la confiance institutionnelle.

Notre objectif général se décline en deux objectifs spécifiques :

- Décrire et analyser les formes, la fréquence et les effets de l'absentéisme sur l'expérience et les représentations des usagers des services publics de la région de Gbêkê.
- Identifier et caractériser les pratiques de gouvernance informelle développées par les usagers en réponse à l'absentéisme, et mesurer leurs effets sur la confiance institutionnelle et les représentations de l'État.

Pour répondre à ces questions et vérifier ces hypothèses, l'article s'organise en trois parties : le cadre théorique et la méthodologie (1), l'expérience vécue des usagers face à l'absentéisme, fondement empirique de la gouvernance informelle (2), et l'analyse des pratiques de gouvernance informelle et de leurs effets sur la confiance institutionnelle (3).

1. Cadre théorique et méthodologie

1.1. Ancrage théorique

L'analyse mobilise trois cadres complémentaires articulés autour du concept de gouvernance informelle. En premier lieu, les travaux de G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan (2007) sur les pratiques populaires de gouvernance en Afrique de l'Ouest fournissent le cadre interprétatif central. Ces auteurs montrent que dans les administrations postcoloniales africaines, les pratiques informelles ne constituent pas de simples déviations par rapport à un modèle formel idéal, mais des formes de gouvernance à part entière, dotées de leurs propres logiques, de leurs propres normes et de leur propre efficacité sociale. Ils introduisent la notion de « normes pratiques » : ces règles implicites et non écrites qui régissent de facto le fonctionnement des

institutions, en marge et parfois en contradiction des règles officielles (G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan, 2007 : 44). J.-F. Bayart (1989 : 23) complète ce cadre en montrant comment les rapports aux institutions publiques dans les États postcoloniaux s'organisent autour de logiques informelles qui précèdent et transcendent les tentatives de rationalisation administrative.

En deuxième lieu, la notion de capital social de R. D. Putnam (1993 : 167) permet d'articuler les pratiques informelles des usagers à leurs effets sur la confiance institutionnelle. Pour Putnam, la confiance envers les institutions constitue un bien public collectif qui « se construit lentement et se détruit rapidement ». Lorsque des expériences répétées de défaillances institutionnelles amènent les citoyens à développer des stratégies de contournement qui court-circuitent les institutions formelles, c'est le capital social institutionnel dans son ensemble qui s'érode. P. Bourdieu (1980 : 88) apporte un complément en montrant que les pratiques informelles, une fois routinisées, deviennent des habitus incorporés qui tendent à se reproduire même lorsque les conditions qui les ont engendrés disparaissent, ce qui explique leur résistance aux réformes.

En troisième lieu, la théorie de A. O. Hirschman (1970 : 4) sur la sortie, la prise de parole et la loyauté offre un cadre pour analyser les réponses des usagers aux défaillances institutionnelles. La sortie (exit), c'est-à-dire le recours à des alternatives, est impossible pour les services publics constituant des monopoles (état civil, justice). La prise de parole (voice), c'est-à-dire la protestation, est inefficace en l'absence de mécanismes de traitement des réclamations. La loyauté (loyalty) se dégrade donc progressivement en résignation, tandis que les stratégies informelles constituent une forme hybride : les usagers ne quittent pas le système mais en contournent les obstacles en mobilisant des ressources relationnelles et financières supplémentaires. Ce cadre permet de comprendre pourquoi les usagers persistent dans leurs démarches malgré les défaillances et pourquoi ils développent des pratiques alternatives plutôt que de renoncer.

1.2. Démarche méthodologique

Cette recherche adopte une démarche mixte conduite dans les services publics de la région de Gbêkê entre janvier et juin 2023. Le volet quantitatif porte sur 50 usagers sélectionnés par observation directe aux guichets des principales administrations de Bouaké et des localités environnantes (Sakassou, Béoumi, Botro). La diversification des lieux de recrutement visait à capturer la diversité des profils selon le genre, l'âge, le niveau d'instruction, le type d'utilisateur et le secteur de démarche. Le questionnaire couvrait le profil socio-démographique, la fréquence de confrontation à l'absentéisme, les formes d'absence observées, les réactions émotionnelles,

les stratégies d'adaptation, les perceptions d'impact sur la qualité du service et la confiance institutionnelle, ainsi que les solutions prioritaires préconisées. Les données ont été traitées par statistiques descriptives et tableaux croisés.

Le volet qualitatif comprend 20 entretiens semi-directifs approfondis (10 agents et 10 responsables hiérarchiques), utilisés exclusivement pour contextualiser et illustrer les logiques institutionnelles vécues par les usagers. Ces entretiens, d'une durée moyenne de 75 minutes, ont été enregistrés avec le consentement des participants et retranscrits intégralement. La triangulation systématique des sources a permis de valider les interprétations issues du questionnaire. L'échantillon des 50 usagers présente les caractéristiques socio-démographiques présentées au Tableau 1.

Tableau 1. Profil socio-démographique des usagers enquêtés (N=50)

Caractéristique	Modalité	Fréquence
Sexe	Masculin	64 %
	Féminin	36 %
Tranche d'âge	35-44 ans (majoritaire)	32 %
	45-54 ans	26 %
	25-34 ans	24 %
	Moins de 25 ans	10 %
	55 ans et plus	8 %
Niveau d'instruction	Supérieur (majoritaire)	72 %
	Secondaire	26 %
	Primaire	2 %
Type d'utilisateur	Particulier	86 %
	Professionnel	10 %
	Représentant d'organisation	4 %
Fréquentation des services	Souvent ou très souvent	68 %
	Occasionnellement	30 %
	Rarement	2 %

Source : Données d'enquête quantitative usagers, région de Gbêkê, 2023.

Les services les plus fréquentés sont l'état civil (90 %), l'éducation et la santé (80 % chacun), la justice (58 %) et les collectivités territoriales (18 %). La surreprésentation des usagers de niveau supérieur (72 %) s'explique par leur plus grande fréquence de fréquentation des services administratifs pour des démarches professionnelles ou complexes. Ce profil doit être pris en compte dans l'interprétation des résultats : des usagers plus instruits sont potentiellement plus critiques, ce qui peut accentuer les effets de désirabilité inverse.

Ces éléments méthodologiques établis, il convient à présent d'analyser empiriquement les formes de l'expérience des usagers face à l'absentéisme, qui constitue le fondement concret à partir duquel se construit la gouvernance informelle examinée dans la troisième partie.

2. L'expérience des usagers : fondement empirique de la gouvernance informelle

2.1. Une confrontation universelle aux formes multiples

Le premier résultat de l'enquête est clair : la totalité des 50 usagers interrogés (100 %) déclarent avoir été confrontés à l'absentéisme lors d'une démarche administrative dans la région de Gbêkê, invalidant définitivement la thèse d'un phénomène marginal et exceptionnel. Les formes d'absence observées couvrent l'ensemble du spectre de l'absentéisme administratif (Tableau 2).

Tableau 2. Formes d'absentéisme observées par les usagers (N=50, réponses multiples)

Forme d'absentéisme observée	Fréquence
Retard à l'ouverture du service	98 %
Départ anticipé de l'agent	74 %
Absence totale pendant les heures de service	40 %
« Revenez un autre jour »	26 %
Report systématique au lendemain	14 %
Confrontation à l'absentéisme (au moins une fois)	100 %

Source : Données d'enquête quantitative usagers, région de Gbêkê, 2023.

Les retards à l'ouverture constituent la forme la plus répandue (98 %), suivis des départs anticipés (74 %) et de l'absence totale pendant les heures de service (40 %). La fréquence de ces situations révèle leur caractère structurel : 62 % des usagers les qualifient de fréquentes et 14 % de très fréquentes, soit 76 % régulièrement confrontés. Seuls 4 % les qualifient de rares. Ces données confirment que l'absentéisme n'est pas un phénomène ponctuel, mais une réalité quotidienne et systémique dans les services publics de la région.

2.2. Variations sectorielles significatives

L'analyse croisée entre la fréquence des situations d'absentéisme et le type de service fréquenté révèle des variations sectorielles qui nuancent le tableau général (Tableau 3). Les services d'état civil présentent la plus forte concentration de situations fréquentes ou très fréquentes (70 % parmi leurs usagers), suivis des services d'éducation et de santé (60 % chacun). Ces différences s'expliquent par la structure des services : les guichets uniques sans mécanisme de continuité sont plus exposés à l'impact visible de l'absence individuelle d'un agent. Ces variations sectorielles plaident pour une approche différenciée dans les politiques correctives.

Tableau 3. Fréquence des situations d'absentéisme selon le type de service (N=50)

Type de service	Fréquente	Très fréquente	Occasionnelle	Rare
État civil (N=45)	58 %	12 %	18 %	2 %
Éducation / Formation (N=40)	48 %	12 %	16 %	4 %
Santé (N=40)	46 %	14 %	16 %	4 %
Justice (N=29)	38 %	10 %	10 %	4 %
Collectivité territoriale (N=9)	8 %	4 %	6 %	0 %

Source : Données d'enquête quantitative usagers, région de Gbêkê, 2023. N = effectif d'usagers fréquentant ce service.

2.3. Réactions émotionnelles et normalisation : vers la loyauté dégradée

La confrontation répétée à l'absentéisme génère des réactions émotionnelles d'une intensité remarquable. La colère est la réaction la plus répandue (84 % des usagers), suivie de la frustration (82 %). La résignation (20 %) et l'indifférence (2 %) restent minoritaires. L'analyse croisée frustration × fréquence des absences confirme que l'intensité des réactions croît avec la répétition des expériences : 52 % des usagers confrontés fréquemment expriment de la frustration, contre 2 % parmi ceux confrontés rarement. La résignation diminue à mesure que la fréquence augmente (12 % vs 2 %), ce qui signifie que la répétition mène davantage à la colère qu'à l'acceptation passive, constituant ce que A. O. Hirschman (1970 : 77) décrit comme une loyauté dégradée. « Quand je dois faire une démarche dans une administration publique, je me prépare mentalement à plusieurs aller-retours. La première fois, il n'y a souvent personne. La deuxième fois, on vous dit de revenir avec un document supplémentaire. On s'y fait, mais ça reste épuisant et humiliant. »

Ce témoignage d'un commerçant de Bouaké illustre le processus d'adaptation résignée : les usagers maintiennent leur recours aux services publics (impossibilité de la sortie) tout en développant un rapport de méfiance et de lassitude qui détruit progressivement leur confiance institutionnelle. « Je ne me bats plus pour avoir du service dans les délais. Je sais désormais comment ça marche. Il faut avoir un contact, sinon il faut être prêt à faire plusieurs passages. Le fonctionnaire, il est là quand il veut. »

Ce témoignage d'une représentante d'organisation de Bouaké illustre comment l'adaptation pragmatique finit par intégrer les défaillances comme une donnée permanente de l'environnement administratif, ce qui constitue précisément le terrain de développement de la gouvernance informelle.

L'aboutissement de ce processus est la normalisation perçue de l'absentéisme : 78 % des usagers estiment qu'il est devenu une pratique normale dans l'administration ivoirienne (68 % « tout à

fait d'accord », 10 % « plutôt d'accord »). L'analyse croisée entre normalisation perçue et fréquence des absences révèle que 60 % des usagers confrontés fréquemment se disent « tout à fait d'accord » avec cette normalisation, contre 0 % parmi ceux confrontés rarement. Cette normalisation rejoint ce que D. Vaughan (1996 : 119) nomme la normalisation de la déviance : les usagers n'attendent plus que les choses changent et adaptent leurs attentes à la baisse. C'est précisément dans ce vide laissé par la défaillance institutionnelle normalisée que la gouvernance informelle analysée dans la partie suivante prend racine et se développe.

3. Gouvernance informelle et détérioration de la confiance institutionnelle

3.1. Les stratégies de contournement comme pratiques de gouvernance informelle

L'expérience de l'absentéisme documentée dans la partie précédente ne se limite pas à des réactions passives. Elle génère des stratégies de contournement actives qui, prises ensemble, constituent une gouvernance informelle de l'accès aux services publics. On distingue deux niveaux de stratégies complémentaires. En situation d'absence immédiate, la réaction dominante est le retour à une date ultérieure (90 %), suivi de l'attente prolongée sur place (74 %). Il est significatif qu'aucun usager n'abandonne définitivement sa démarche (0 %), confirmant l'impossibilité de la sortie au sens de A. O. Hirschman (1970 : 4) : les services publics étant des monopoles sans alternative pour les besoins essentiels. À plus long terme, les recours informels structurent durablement la relation des usagers à l'administration (Tableau 4).

Tableau 4. Recours informels des usagers (au moins une fois) (N=50)

Type de recours	Fréquence	Type de coût
Recours à un démarcheur informel	80 %	Financier direct
Recours à une relation personnelle	68 %	Capital social
Cadeau ou somme d'argent à l'agent	24 %	Corruption
Jamais eu recours à un intermédiaire	16 %	—

Source : Données d'enquête quantitative usagers, région de Gbêkê, 2023.

Le taux de recours aux démarcheurs informels (80 %) révèle l'existence d'un marché informel d'intermédiation administrative structuré et institutionnalisé. Comme le note A. Mbembe (2000 : 48), la postcolonie se caractérise par la coexistence d'une légalité formelle et d'une série de pratiques non officielles qui constituent le véritable mode de fonctionnement des institutions. Le recours aux relations personnelles (68 %) illustre la primauté des réseaux sociaux sur les mécanismes formels d'accès aux services. Ces stratégies constituent ce que G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan (2007 : 44) appellent des « normes pratiques » de gouvernance : des règles informelles non écrites qui régissent de facto l'accès aux services publics, en contradiction avec les règles officielles affichées.

3.2. Une gouvernance informelle socialement inégalitaire

L'analyse croisée entre le recours aux démarcheurs et le type d'usager révèle une seconde dimension cruciale : la gouvernance informelle n'est pas socialement neutre. Les particuliers recourent majoritairement aux démarcheurs (68 % sur les 80 % total), les professionnels y ont recours à 100 % (tous les 10 % de cet échantillon). Seuls les représentants d'organisations présentent un profil mixte (50 % de recours), probablement en raison de leurs compétences institutionnelles plus développées et de leurs réseaux préexistants.

Ces différenciations révèlent que la gouvernance informelle reproduit et amplifie les inégalités d'accès aux services publics. Les usagers les mieux dotés en capital social obtiennent un service satisfaisant même dégradé, tandis que les plus vulnérables accumulent des allers-retours infructueux. Cette dynamique rejoint ce que J.-F. Médard (1991 : 27) désigne sous le terme de « personnalisation des relations administratives » dans les États africains postcoloniaux : l'accès aux ressources publiques passe par la médiation de relations interpersonnelles qui favorisent systématiquement ceux qui disposent du capital relationnel adéquat. « Ceux qui ont des contacts dans les bureaux, ça se règle en dix minutes pour eux. Nous, les gens ordinaires, on revient trois ou quatre fois avant d'avoir ce qu'on est venu chercher. C'est comme ça depuis toujours. »

Ce témoignage d'un usager particulier de Sakassou illustre le sentiment d'injustice structurelle que génère la gouvernance informelle : elle n'est pas perçue comme une anomalie temporaire, mais comme un ordre social établi, perpétuant les inégalités qu'elle prétend contourner.

3.3. Détérioration de la confiance institutionnelle

Les pratiques de gouvernance informelle produisent des effets durables sur la confiance institutionnelle, (Tableau 5). 68 % des usagers déclarent que l'absentéisme affecte fortement leur confiance envers l'administration, et 28 % moyennement, soit 96 % au total. L'analyse croisée entre confiance et normalisation révèle une relation significative : parmi les usagers qui se disent « tout à fait d'accord » avec la normalisation de l'absentéisme, 50 % déclarent une confiance fortement affectée, contre seulement 12 % parmi ceux qui rejettent cette normalisation. Cette corrélation confirme que c'est moins l'expérience ponctuelle que le caractère perçu comme inévitable et permanent de l'absentéisme qui érode la confiance en profondeur.

Tableau 5. Impact de l'absentéisme sur la confiance institutionnelle (N=50)

Indicateur	Fréquence
Confiance fortement affectée	68 %
Confiance moyennement affectée	28 %
Confiance totale ou fortement affectée (cumul)	96 %
L'absentéisme nuit à la qualité du service public	88 %
L'absentéisme nuit à l'image de l'administration	90 %
L'absentéisme nuit au respect de l'État	46 %
L'absentéisme nuit à la citoyenneté	30 %

Source : Données d'enquête quantitative usagers, région de Gbêkê, 2023.

Ces chiffres prennent tout leur sens à la lumière de R. D. Putnam (1993 : 167). La dégradation de la confiance institutionnelle ne se mesure pas seulement en termes de satisfaction : elle affecte la légitimité de l'État dans son ensemble. Le fait que 46 % des usagers estiment que l'absentéisme nuit au respect de l'État et 30 % à la citoyenneté elle-même révèle un effet de contamination symbolique que A. Mbembe (2000 : 41) décrit dans sa lecture de la post-colonie : la faillite répétée des institutions publiques nourrit un rapport ambivalent des populations à l'État, fait à la fois de méfiance, de débrouillardise et de résignation active.

3.4. Le cercle vicieux de la gouvernance informelle et les attentes des usagers

L'ensemble des résultats analysés révèle un mécanisme de cercle vicieux : l'absentéisme crée des défaillances qui poussent les usagers à développer des stratégies informelles ; ces stratégies, en offrant des alternatives fonctionnelles, réduisent la pression sur les institutions pour qu'elles fonctionnent correctement ; cette réduction de pression maintient l'absentéisme sans conséquence effective ; et le cycle se reproduit, renforçant les pratiques informelles et affaiblissant la confiance institutionnelle. Comme le notent G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan (2007 : 68), ces pratiques constituent des systèmes stabilisés dotés d'une capacité de reproduction autonome qui les rend résistants aux réformes superficielles.

Chaque acteur a des raisons rationnelles de maintenir le système : les démarcheurs tirent leur revenu de la défaillance, les agents absentéistes bénéficient d'une tolérance institutionnelle, les usagers préfèrent un intermédiaire efficace à des allers-retours épuisants, et les responsables s'adaptent à une situation perçue comme immuable. Rompre ce cercle vicieux suppose des interventions simultanées sur toutes ses dimensions (Tableau 6).

Tableau 6. Solutions prioritaires préconisées par les usagers (N=50, réponses multiples)

Solution prioritaire	Fréquence
Contrôle strict des agents	96 %
Sensibilisation des agents	92 %
Digitalisation des services	78 %
Sanctions effectives	50 %
Amélioration de l'accueil	14 %

Source : Données d'enquête quantitative usagers, région de Gbêkê, 2023.

La quasi-unanimité des usagers (96 %) en faveur du contrôle strict des agents et la forte demande de digitalisation (78 %) traduisent une aspiration à la dépersonnalisation des démarches administratives. Ces attentes convergent vers ce que C. Pollitt et G. Bouckaert (2011 : 25) identifient comme les conditions d'une réforme managériale durable : la cohérence entre les outils de contrôle, les incitations individuelles et la transformation des cultures professionnelles.

Conclusion

Cet article avait pour objectif général d'analyser comment l'absentéisme des agents de l'administration publique de la région de Gbêkê structure l'expérience des usagers et génère des pratiques de gouvernance informelle affectant la confiance institutionnelle. Les résultats obtenus permettent de vérifier l'hypothèse générale et les deux hypothèses spécifiques formulées en introduction.

La vérification de l'hypothèse générale et de la première hypothèse spécifique est complète : l'absentéisme constitue bien pour les usagers de Gbêkê une expérience universelle (100 % des enquêtés y ont été confrontés) et récurrente (76 % régulièrement confrontés), qui génère des réactions émotionnelles intenses (84 % de colère, 82 % de frustration) et produit une normalisation progressive des défaillances institutionnelles (78 % perçoivent l'absentéisme comme une pratique normale). Cette normalisation aboutit à une loyauté dégradée au sens de A. O. Hirschman (1970 : 77) : les usagers maintiennent leur recours aux services publics tout en développant un rapport de méfiance.

La vérification de deuxième Hypothèse Spécifique est également nette : les usagers développent des stratégies de contournement informelles structurées (80 % recourent à des démarcheurs, 68 % à des relations personnelles, 24 % à des paiements informels) qui constituent une gouvernance informelle au sens de G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan (2007 : 44). Cette gouvernance est socialement inégalitaire (elle favorise les usagers dotés de capital social au

détriment des plus vulnérables) et à dynamique de perpétuation : elle perpétue les défaillances institutionnelles en réduisant la pression réformatrice. Ses effets sur la confiance institutionnelle sont massifs : 96 % des usagers voient leur confiance affectée, 46 % estiment que l'absentéisme nuit au respect de l'État et 30 % à la citoyenneté elle-même.

Sur le plan théorique, cet article apporte une double contribution. D'une part, il enrichit la notion de gouvernance informelle en montrant qu'elle se construit aussi du côté des usagers, en réponse aux défaillances institutionnelles (et pas seulement du côté des agents et des responsables administratifs). D'autre part, il met en évidence le paradoxe de cette gouvernance : en offrant des alternatives fonctionnelles aux défaillances, elle réduit la pression sur les institutions et perpétue les conditions de sa propre nécessité. Sur le plan pratique, les données plaident pour des réformes systémiques combinant contrôle strict des présences (96 % des usagers l'identifient comme prioritaire), sanctions effectives, digitalisation des services (78 %) et programmes de sensibilisation (92 %). Des recherches futures pourraient comparer ces dynamiques entre régions de Côte d'Ivoire, évaluer l'effet des réformes en cours et approfondir l'analyse des inégalités de genre et de classe dans l'accès informel aux services publics.

Références bibliographiques

ADJOVI Eustache, 2015, *L'absentéisme dans les administrations publiques d'Afrique de l'Ouest*, Dakar, ENDA, 186 p.

BABO Alfred, 2009, « Crise, gouvernance et fragmentation de l'État en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 114, p. 85-101.

BABO Alfred, 2012, « La crise de l'État et le délitement du lien social en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, n° 243, p. 49-64.

BAYART Jean-François, 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 439 p.

BLUNDO Giorgio et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre (dir.), 2007, *État et corruption en Afrique*, Paris, Karthala, 374 p.

BOURDIEU Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 475 p.

HIRSCHMAN Albert Otto, 1970, *Exit, voice, and loyalty*, Cambridge, Harvard University Press, 162 p.

JOHNS Gary, 2010, « Presenteism in the workplace: a review and research agenda », *Journal of Organizational Behavior*, vol. 31, n° 4, p. 519-542.



MBEMBE Achille, 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 293 p.

MÉDARD Jean-François, 1991, *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crises*, Paris, Karthala, 405 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2001, « La sage-femme et le douanier. Cultures professionnelles locales et culture bureaucratique universelle en Afrique de l'Ouest », *Autrepart*, n° 20, p. 61-73.

POLLITT Christopher et BOUCKAERT Geert, 2011, *Public management reform : a comparative analysis*, 3e éd., Oxford, Oxford University Press, 346 p.

PUTNAM Robert David, 1993, *Making democracy work: civic traditions in modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 258 p.

RGPH, 2021, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat*, Abidjan, Institut National de la Statistique, 312 p.

STEERS Richard et RHODES Susan, 1978, « Major influences on employee attendance: a process model », *Journal of Applied Psychology*, vol. 63, n° 4, p. 391-407.

VAUGHAN Diane, 1996, *The Challenger launch decision: risky technology, culture, and deviance at NASA*, Chicago, University of Chicago Press, 575 p.

ZADI KESSY Marcel, 2004, *L'absentéisme dans les entreprises ivoiriennes de services*, Abidjan, Éditions PUSAF, 198 p.

ZEITHAML Valarie, PARASURAMAN Ananthanarayanan et BERRY Leonard, 1990, *Delivering quality service*, New York, Free Press, 226 p.

Sources orales

Tableau 7. Liste des informateurs (entretiens semi-directifs, région de Gbêkê, janvier-juin 2023)

N°	Nom et Prénom	Date	Lieu	Qualité / Profession	Âge	Principaux thèmes abordés
01	Anonyme A1	Fév. 2023	Bouaké	Agent / Éducation nationale	35 ans	Pratiques d'absence, justifications
02	Anonyme A2	Fév. 2023	Bouaké	Agent / Santé	42 ans	Motivations, conditions de travail
03	Anonyme A3	Mars 2023	Bouaké	Agent / Finances publiques	29 ans	Contrôle, sanctions, arrangements
04	Anonyme A4	Mars 2023	Sakassou	Agent / Administration générale	51 ans	Ancienneté, normalisation
05	Anonyme A5	Avr. 2023	Béoumi	Agent / Collectivité territoriale	38 ans	Pluriactivité, absences justifiées
06	Anonyme A6	Avr. 2023	Bouaké	Agent / Éducation nationale	44 ans	Solidarités collectives, vendredite
07	Anonyme A7	Mai 2023	Bouaké	Agent / Santé	33 ans	Démotivation, climat de travail
08	Anonyme A8	Mai 2023	Botro	Agent / Finances publiques	47 ans	Logiques économiques, congés
09	Anonyme A9	Juin 2023	Bouaké	Agent / Administration générale	36 ans	Perception hiérarchie, équité
10	Anonyme A10	Juin 2023	Béoumi	Agent / Collectivité territoriale	55 ans	Retraite imminente, désengagement
11	Anonyme R1	Fév. 2023	Bouaké	Responsable / Directeur régional	52 ans	Autorité, sanctions, contrôle
12	Anonyme R2	Fév. 2023	Bouaké	Responsable / Chef de service	46 ans	Gestion quotidienne, tolérance
13	Anonyme R3	Mars 2023	Bouaké	Responsable / Ressources humaines	49 ans	SIRHE, SIGFP, données présence
14	Anonyme R4	Mars 2023	Bouaké	Responsable / Santé	54 ans	Impacts service, garde, continuité
15	Anonyme R5	Avr. 2023	Bouaké	Responsable / Finances	43 ans	Sanctions, procédures disciplinaires
16	Anonyme R6	Avr. 2023	Sakassou	Responsable / Éducation	50 ans	Résultats scolaires, absentéisme
17	Anonyme R7	Mai 2023	Béoumi	Responsable / Collectivité	47 ans	Réformes, modernisation
18	Anonyme R8	Mai 2023	Bouaké	Responsable / Administration	55 ans	Crise post-2011, reconstruction
19	Anonyme R9	Juin 2023	Bouaké	Responsable / Santé	41 ans	Usagers, plaintes, contournement
20	Anonyme R10	Juin 2023	Botro	Responsable / Finances	58 ans	Retraite, transmission de normes

Source : Enquête qualitative de l'auteur, région de Gbêkê, 2023. NB : Les noms des informateurs ont été anonymisés conformément aux règles déontologiques de la recherche.